

# Suède

## Résistante mais pas épargnée

Alors que le ralentissement de l'économie était avéré en 2019, le choc constitué par l'épidémie mondiale de coronavirus fera très probablement basculer la Suède en récession en 2020. La baisse de la demande mondiale, notamment celle de l'Union européenne et de la Chine, se traduira par une chute des exportations et un grippage temporaire des circuits de production. L'investissement ainsi que la consommation seront touchés. La Banque centrale a adopté des mesures de soutien inédites, tandis que le gouvernement emploie ses marges de manœuvre financières au service d'une politique budgétaire de soutien à l'emploi et aux entreprises.

En 2019, le taux de croissance de l'économie suédoise est tombé à 1,3%, son niveau le plus bas depuis 2013. Les conséquences économiques du Covid-19 s'ajoutent au ralentissement déjà en cours et devraient probablement faire basculer la Suède en récession en 2020, en dépit de prévisions officielles de croissance encore positives (+0,8% d'après Magdalena Andersson, ministre de l'Économie).

### ■ La demande faiblit

Alors que les exportations représentent 45,6% du PIB suédois, l'économie pâtira du ralentissement du commerce mondial induit par le Covid-19. Les exportations suédoises baisseront au premier semestre de 2020 en raison de la congestion de la demande chez les principaux partenaires commerciaux du pays, Chine et Union européenne<sup>1</sup>.

Les effets du Covid-19 affecteront les chaînes de production des entreprises, en Suède comme à l'étranger, entraînant un déclin de l'investissement privé. À titre d'exemple, 90% des dirigeants d'entreprises suédoises implantées en Chine prévoient une chute de leurs ventes en 2020.

La Suède n'est pas aujourd'hui la plus touchée par la maladie (elle déplorait 180 victimes du Covid-19 au moment d'écrire ces lignes soit, proportionnellement à sa population, 12 fois moins que l'Italie) et n'a pas eu à s'imposer de strictes mesures de confinement. Aussi peut-elle espérer une relative résistance de la dépense des ménages. Des facteurs négatifs (hausse du chômage<sup>2</sup>, épargne de précaution) pèseront tout de même, si bien que la consommation privée pourrait, au mieux, stagner en 2020, après avoir progressé de 1,2% en 2019. Enfin, après avoir chuté de 8% en 2019, l'investissement résidentiel pourrait se stabiliser à un point bas<sup>3</sup> du fait de la résorption de l'excès de stock de logements disponibles à la vente.

Jean-Luc Proutat et Kenza Charef (alternante)

[jean-luc.proutat@bnpparibas.com](mailto:jean-luc.proutat@bnpparibas.com)

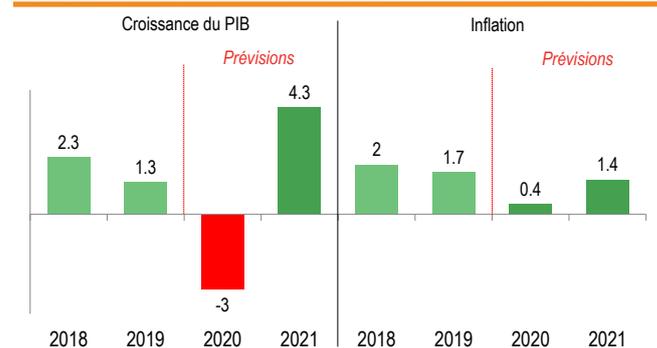
<sup>1</sup> Les exportations suédoises à destination des pays de l'Union européenne et de la Chine représentent respectivement 58,3 et 5% du total.

<sup>2</sup> La progression du chômage est déjà inquiétante sur les premiers mois de 2020 puisqu'il a atteint 8,2% en février contre 6% en décembre 2019.

<sup>3</sup> Il devrait atteindre son plus bas niveau en 2020 en s'inscrivant sous la barre des SEK 200 mds, seuil qui n'avait pas été atteint depuis 2015 (198 milliards).

### 1- Croissance et inflation

(g.a., %)



Sources : comptes nationaux, BNP Paribas

### 2- Mesures de soutien à l'économie

- **Politique monétaire.** Pour protéger la valeur de la couronne suédoise et soutenir l'économie, la Riksbank a annoncé des mesures exceptionnelles de rachat de SEK 300 mds de titres pour l'année 2020 (obligations émises par l'État et les collectivités locales, obligations sécurisées).

Le 23 mars, la Banque centrale a également autorisé les prêts en dollars américains pour assurer l'approvisionnement continu de la devise, la plus importante pour les entreprises suédoises. Elle n'est néanmoins pas revenue sur sa décision de maintenir un taux de repo à 0% pour toute l'année 2020.

- **Politique budgétaire.** Le 16 mars, le gouvernement suédois a annoncé le lancement d'un ensemble de mesures représentant SEK 300 mds (6% du PIB), incluant la couverture du coût de tous les arrêts maladie sur avril et mai ainsi que la possibilité pour les entreprises de reporter le paiement de leurs impôts et de la TVA (de manière rétroactive sur toute l'année 2020). Le Debt office est par ailleurs autorisé à apporter une garantie d'État (jusqu'à 70% des encours) pour des prêts bancaires aux entreprises financièrement touchées par le coronavirus. Les prêts garantis seront d'un montant maximal de SEK 75 millions et visent notamment à soutenir les compagnies aériennes.

Sources : gouvernement, Banque centrale

